
AU-DELÀ DU PIB : TROUVER DES ALTERNATIVES RADICALES

POURQUOI IL EST URGENT DE METTRE EN PLACE DES ALTERNATIVES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES AU PIB

RÉSUMÉ

Les responsables politiques, les institutions et divers mouvements s'accordent de plus à plus à dire que le produit intérieur brut (PIB), en tant que principal indicateur de la santé économique, n'est pas un outil satisfaisant. Il est urgent de trouver des alternatives pour la transition vers un nouveau modèle économique favorisant un monde radicalement plus égalitaire, bienveillant, vert et féministe et proposant des mesures de réparation des dommages causés par le passé et des inégalités qui en découlent. Toutefois, malgré de nombreuses expériences, la plupart de celles-ci manquent d'ambition et ne sont pas appliquées, à l'exception de rares propositions en cours de développement, notables mais d'envergure relativement restreinte. Pour détrôner le PIB, divers mouvements sociaux devront travailler à la création d'indicateurs clés qui privilégieront l'égalité, intégreront les valeurs féministes et décoloniales et remettront en question les systèmes de pouvoir et les discours qui perpétuent l'utilisation du PIB. C'est la seule manière pour ces alternatives d'entraîner la transformation économique indispensable pour protéger la planète et les êtres humains avant tout.

Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions relatives aux politiques de développement et humanitaire. Ces documents sont des travaux en cours. Ils ne constituent pas nécessairement des versions finales et ne reflètent pas forcément les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles des auteur-es et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, veuillez contacter aparvez1@oxfam.org.uk.



REMERCIEMENTS

Ce document a été rédigé par Anam Parvez Butt, Esmé Berkhout, Mira Chawkat Zaghbour et Alex Bush, avec la participation de Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma. Il se nourrit de recherches menées par Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma (Verma et Pheko, 2022). Oxfam remercie Dana Abed, Kate Grantham, Jamie Livingstone, Do Quy Duong, Nguyen Quang Thai pour leurs contributions, Lebohang Liepollo Pheko et Ritu Verma pour leur travail de révision pointu et leurs nombreux commentaires et Jayati Ghosh, Irene Guijt, Max Lawson, Ruth Mayne, Michael McCarthy Flynn, Leah Mugehera, Neelanjana Mukhia, Rachel Noble, Lewis Ryder-Jones, Emma Seery, Anjela Taneja, Katherine Trebeck, Lukas Warning et Clare Coffey pour leur relecture et leurs précieux retours.

Pour citer le présent rapport, veuillez utiliser le format suivant :

A.P. Butt, E. Berkhout, C.M. Zaghbour, A. Bush, R. Verma, L.L. Pheko (2023), Au-delà du PIB : trouver des alternatives radicales Pourquoi il est urgent de mettre en place des alternatives féministes et décoloniales au PIB. Londres : Oxfam

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, contactez aparvez1@oxfam.org.uk

© Oxfam International 2023

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en août 2023. DOI : 10.21201/2023.621532

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par Morgane Menichini et Barbara Scottu.

RÉSUMÉ

Nos économies sont défailtantes. Les inégalités sont omniprésentes. Le changement climatique et la destruction de l'écosystème se poursuivent à un rythme dangereux et intenable. Le manque de considération pour l'économie du *care* place les femmes dans une situation de pauvreté de revenu et en temps de plus en plus profonde. La faim et l'insécurité alimentaire s'intensifient, et les conflits violents sont de plus en plus nombreux. Ces crises sont provoquées par un système économique extractif, néocolonial et motivé par le profit, qui assure des bénéfices exponentiels aux propriétaires de la richesse et leur permet d'accumuler le capital, en exploitant les travailleurs et travailleuses et les personnes prises au piège de la pauvreté, notamment les membres de communautés marginalisées. Ce système, qui fonctionne sur l'exploitation et le mépris de la nature et des aidant-es, les invisibilise et ne reconnaît pas leur rôle dans nos économies.

L'une des caractéristiques centrales de ce système économique est l'importance qu'il confère au produit intérieur brut (PIB) en tant qu'indicateur principal de progrès économique et social. Le PIB est le symbole d'un discours dominant selon lequel une croissance illimitée et incontestée du PIB serait essentielle pour atteindre d'autres objectifs politiques, comme l'égalité, le bien-être et l'éradication de la pauvreté. Par le biais de tels mythes, l'instrument et l'indicateur de valeur limité qu'est le PIB est devenu une fin en soi. La croissance du PIB *peut* être un processus inclusif et avoir un effet positif sur les inégalités, mais le PIB seul, en tant qu'indicateur, ne permet pas d'examiner ce qui est produit, la manière dont on produit et les personnes qui profitent de ce système.

En appelant à aller au-delà du PIB plutôt que de s'attacher à sa croissance comme une fin en soi, on s'exprime en faveur de l'abandon d'un indicateur économique qui ne permet pas d'orienter efficacement les politiques, et on invite à réfléchir à des moyens de créer une économie axée sur la prospérité sociale¹ et qui nous permettra de protéger la planète. Pour ce faire, nous avons besoin d'indicateurs pouvant nous aider à déterminer la direction à suivre, si nous progressons et si différentes politiques ont le pouvoir de nous amener là où nous souhaitons aller. Les systèmes de connaissances et les valeurs des peuples autochtones, ainsi que les voix, les solutions et les perspectives des penseurs et penseuses féministes² et décoloniaux/ales³ des pays du Sud, sont essentiels à cela.

Les mouvements et intellectuel·les des pays du Sud appellent depuis longtemps à ce que des alternatives radicales au PIB soient adoptées et cette perspective est de plus en plus plébiscitée dans les pays à revenu élevé. Un sondage réalisé par le Women's Budget Group a montré que près de sept personnes sur dix sont d'avis que le bien-être devrait être un indicateur du succès des politiques économiques⁴.

POURQUOI LE PIB EST-IL UN INDICATEUR IMPARFAIT ?

Le PIB est un indicateur de la croissance et de l'activité économiques créé dans les années 1930 dans les pays du Nord. Il est devenu l'étalon de mesure de tout progrès économique. La pauvreté des éléments pris en compte par le PIB est à l'image du cadre eurocentré, archaïque et étriqué qui a entouré sa création. Il est grand temps d'ajuster cet indicateur à la réalité et aux besoins actuels.

Le PIB par habitant·e augmente constamment à l'échelle mondiale, mais les inégalités aussi. Entre 1995 et 2021, les 1 % les plus riches ont accumulé 38 % des nouvelles richesses créées dans le monde, contre 2 % pour les 50 % les plus pauvres⁵. Le PIB ne reflète pas cette distribution incroyablement inégale et injuste des richesses et ses effets négatifs sur le bien-être. Elle est même souvent présentée comme une étape « inévitable » de la croissance du PIB.

Affirmer que le monde peut se libérer des inégalités grâce à la croissance économique a des conséquences environnementales désastreuses. Faire sortir la majorité de l'humanité de l'extrême pauvreté, compte tenu des niveaux d'inégalités actuels, nécessiterait de multiplier par beaucoup la taille de notre économie mondiale, à un point qui entraînerait la destruction de notre planète. Mais

les limites de la planète ne sont pas prises en compte : l'économie mondiale franchit six des neuf limites identifiées par le Stockholm Resilience Centre⁶, presque entièrement sous l'impulsion des pays à revenu élevé, où la croissance du PIB a rapidement accru l'usage des ressources à un niveau par tête quatre fois plus élevé que le niveau durable.

En même temps, les inégalités alimentent la crise climatique : les 1 % les plus riches du monde ont une empreinte carbone par tête 30 fois supérieure au niveau qui nous permettrait d'atteindre l'objectif de 1,5 °C défini dans le cadre de l'Accord de Paris⁷. Les 50 % les plus pauvres ont une empreinte carbone beaucoup plus faible, alors qu'ils subissent les conséquences les plus graves du changement climatique.

Le PIB ne mesure pas les dommages causés à l'environnement, tels que l'impact des activités économiques sur le changement climatique, les terres et la biodiversité. Les émissions excessives des pays industrialisés à revenu élevé, qui ont eu des conséquences néfastes pendant des siècles de colonialisme, restent un problème. Et ce sont les pays et les communautés vulnérables qui font face aux impacts les plus graves du changement climatique.

Le PIB mesure la valeur ajoutée des biens et services produits et échangés sur le marché, mais il fait abstraction des aspects cruciaux de nos économies. Il ignore largement le travail de soin non rémunéré et certains éléments du travail informel^{8,9}, dont s'acquittent de manière disproportionnée les femmes, et en particulier celles qui vivent en situation de pauvreté et issues de groupes faisant face à des discriminations basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, l'orientation sexuelle et la caste.

Les femmes et les hommes effectuent 16,4 milliards d'heures de travail de soin non rémunéré par jour¹⁰. Sur ce total, environ 76 % sont effectuées par des femmes¹¹. En tout, 606 millions de femmes en âge de travailler réalisent du travail de soin non rémunéré à plein temps¹². Le peu de visibilité qui est donnée au travail de soin dans l'économie formelle a pour effet de dissimuler sa contribution à l'économie de marché. Sur le nombre total d'heures travaillées chaque semaine à l'échelle mondiale, 45 % correspondent à du travail de soin non rémunéré¹³. La contribution de ces activités est exclue des calculs du PIB. Du point de vue du genre, cela signifie que 65 % des heures de travail des femmes ne sont pas rémunérées et ne contribuent pas au PIB.

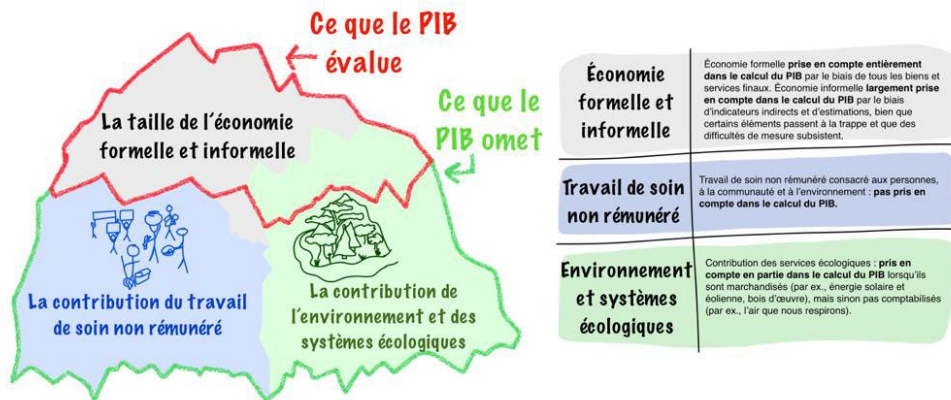
Le travail de soin et les écosystèmes n'obtiennent une valeur et ne sont comptés dans les calculs du PIB que lorsqu'ils constituent des ressources pouvant être détenues, contrôlées et vendues. Par exemple, les activités extractives comme restauratives pour l'environnement sont considérées comme des contributions positives au PIB, mais la préservation, lorsqu'elle ne rentre pas dans le cadre de l'économie de marché, ne compte pas.

Le PIB n'est pas fiable lorsqu'il s'agit d'évaluer si la production est légale ou illégale, ni où la croissance se concentre, comme par exemple dans le cas de flux financiers illicites vers les paradis fiscaux. En 2020, les calculs du Tax Justice Network ont montré que les Pays-Bas et le Luxembourg étaient respectivement responsables de plus de 36 milliards et 27 milliards de dollars de déficits fiscaux pour les pays du monde entier¹⁴.

Le PIB peut être qualifié d'antiféministe et de colonial, car il perpétue un cadre de création de valeurs et de productivité qui ne tient compte que de ce qui peut être monétisé. On donne davantage d'importance aux relations sur le marché qu'aux liens familiaux et sociaux, et l'individualisme prend le pas sur la solidarité et l'interdépendance. Les choix rationnels sont plus valorisés que le bien-être. Les femmes sont renvoyées à la sphère privée et leur travail passe inaperçu. Dans le même temps, le PIB a contribué à invisibiliser les systèmes de valeur alternatifs et autochtones.

Pourquoi le PIB est-il un indicateur imparfait ?

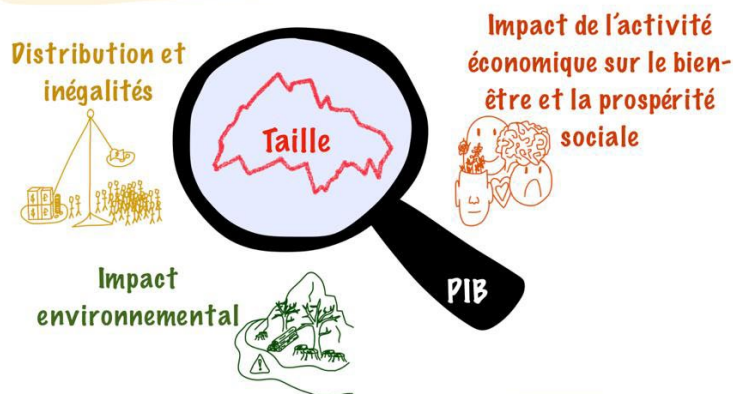
En tant qu'outil de mesure de l'économie, le PIB est incomplet



Quant à la partie de l'économie qui est prise en compte par le PIB, elle ne nous dit rien de la qualité



Le PIB porte uniquement sur la taille de l'économie. En d'autres termes, il ne s'intéresse ni aux **torts** ni aux **avantages** qu'elle représente pour les personnes et la planète



Les décisions concernant l'économie doivent être guidées par un indicateur plus global et qui mesure ce qui compte

QUI PÂTIT DE NOTRE OBSESSION DU PIB ?

Les politiques économiques fondées sur l'approche néolibérale¹⁵ et patriarcale¹⁶ de la croissance du PIB affectent les femmes, les filles et les personnes non binaires de manière disproportionnée (en particulier celles qui se retrouvent confrontées à des inégalités entrecroisées), alors qu'elles avantagent les personnes les plus riches. Les mesures d'austérité, la libéralisation des échanges et l'absence de politique régissant l'accès universel aux soins ne sont que trois exemples de politiques accordant la priorité à la croissance du PIB ayant eu des conséquences dévastatrices pour les femmes et les groupes marginalisés.

Le modèle néolibéral et néocolonial¹⁷ actuel est ancré dans les pratiques coloniales d'extraction des ressources, de construction de systèmes de production tournés vers l'export et d'imposition de la logique économique occidentale, qui a entraîné la destruction d'écosystèmes entiers, l'invisibilisation des systèmes de connaissances autochtones et le déplacement forcé de communautés à travers le monde. Ces choix ont directement accru l'insécurité alimentaire, le manque d'accès à l'eau potable, la pauvreté et la vulnérabilité au changement climatique.

Par exemple, en Gambie et au Ghana, des pays traditionnellement producteurs de riz, d'igname et d'autres denrées alimentaires de base, la focalisation à l'époque coloniale sur les cultures de rente telles que les arachides et le cacao a été à l'origine de famines, de pénuries alimentaires répétées, de problèmes de malnutrition et de la dépendance à l'importation envers les colons européens¹⁸.

IMAGINER UN INDICATEUR QUI SOIT SIGNIFICATIF ET FONCTIONNE POUR TOUT LE MONDE

De nombreuses alternatives au PIB ont vu le jour, mais aucune n'a réussi à le détrôner de sa position dominante, en partie parce que se reposer sur un indicateur unique plaît. En outre, les gouvernements et les élites du secteur privé ont directement intérêt à ce que le PIB continue à être utilisé, car elles tirent profit d'une économie fonctionnant sur une recherche de croissance effrénée.

Même si beaucoup des efforts déployés pour se détacher du PIB sont des signes encourageants, ils ne parviennent pas à faire pencher la balance en leur faveur et, en termes d'échelle, de qualité et d'ambition, ne constituent pas une alternative radicale viable. Très peu d'alternatives au PIB sont explicitement féministes ou décoloniales.

Une approche féministe et décoloniale des alternatives au PIB placerait nécessairement plus d'emphasis sur l'importance de la communauté, des relations sociales et de l'environnement¹⁹. Ce point de vue est fondamental pour lutter contre l'invisibilisation des systèmes de savoir non occidentaux causée par l'imposition de la logique occidentale, patriarcale et néolibérale dans laquelle s'inscrit le PIB.

Pour qu'un indicateur économique de ce type soit facilement accepté par le grand public et les sphères politiques, sans qu'il constitue une nouvelle norme néocoloniale imposée, il est indispensable de porter une attention particulière à l'inclusivité de son processus d'élaboration. Sa conception, sa mise en œuvre et sa mise à jour doivent reposer sur des indicateurs reflétant les connaissances et points de vue des communautés autochtones. Elles doivent également reconnaître pleinement les dommages causés par le colonialisme et l'impérialisme économique, et s'engager à proposer une réparation.

Les alternatives décoloniales au PIB doivent tenir compte du bien-être global ; il convient donc d'engager une réflexion pour déterminer si les décisions, les politiques et l'usage fait des ressources par un pays ont des conséquences positives ou négatives sur l'égalité, la prospérité sociale et la durabilité dans d'autres pays. Nous pourrions par exemple utiliser des indicateurs examinant les émissions de carbone cumulatives d'un pays, pour obtenir une vue d'ensemble de la responsabilité climatique de ce dernier au vu de ses émissions sur une période donnée (sur ses

terres et dans d'autres pays), ainsi que des pertes et dommages causés à l'échelle mondiale. Ces informations pourraient étayer les appels à réparations face à la crise climatique.

Les alternatives au PIB se doivent de prendre en compte des données issues de l'économie dans son ensemble (c'est-à-dire sur le travail rémunéré et non rémunéré). Elles doivent absolument mesurer la contribution du travail de soin non rémunéré (réalisé de manière disproportionnée par des femmes), sa répartition (au sein des ménages, des États, des marchés et du secteur public, mais aussi entre ces sphères) et l'impact des politiques macroéconomiques sur ces activités.

Quelle que soit la mesure employée pour nous émanciper du PIB, la répartition du revenu national devrait venir remplacer l'importance accordée à de simples moyennes, y compris au niveau des ménages. Notre façon de mesurer le progrès de nos sociétés devrait automatiquement tenir compte des inégalités et de la nécessité de réduire l'écart entre les personnes les plus riches et les personnes prises au piège de la pauvreté. Le ratio de Palma, par exemple, est un indicateur important qui met en évidence les niveaux d'inégalité, en exposant les différences entre les tranches de revenu les plus élevés et les plus bas.

Les cadres alternatifs aux PIB doivent favoriser les efforts envers la transformation radicale de notre modèle économique visant à privilégier la prospérité humaine et environnementale. Cela ne signifie pas que la croissance n'est pas pertinente. Pour la plupart des pays, l'augmentation des revenus de la plus grande partie de leur population et des recettes fiscales est même urgente pour assurer la prospérité humaine et environnementale. Mais il convient de souligner que la croissance, dans son acception limitée, n'est pas une fin en soi, et que les gouvernements ne doivent pas la considérer comme une priorité absolue ou un objectif final.

QU'EST-CE QUI EMPÊCHE LE PROGRÈS ?

Le fort ancrage du PIB dans les institutions nationales, régionales et internationales, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne, ainsi que dans des cadres formels comme le système des comptes nationaux, explique en partie sa place dominante en tant qu'outil de mesure à l'échelle mondiale. On considère que le PIB mesure le pouvoir économique d'un pays. Il a des conséquences importantes sur la capacité d'emprunt, l'accès aux marchés internationaux et à l'aide étrangère, les droits de vote dans les institutions multilatérales, la capacité de pression dans les négociations commerciales et l'évaluation des progrès réalisés en matière d'objectifs de développement durable (ODD).

Du fait de son intégration, l'importance accordée à la croissance du PIB est fortement ancrée dans des systèmes de pensée et des cultures du monde entier qui perpétuent l'idée selon laquelle l'économie monétaire/de marché, et donc les activités produisant une valeur monétaire ou pouvant être monétisées, sont les seules qui comptent. Cela reflète l'état d'esprit dépassé des personnes qui ont conçu cet outil, et ce qu'elles considéraient comme important ou précieux.

Les élites et les multinationales ont de bonnes raisons de s'attacher au PIB comme principal outil directeur pour l'élaboration des politiques économiques. S'il était écarté au profit d'outils de mesures tenant compte de la prospérité sociale, des inégalités et de l'environnement, leur pouvoir et leurs profits seraient limités par l'abandon des politiques recherchant la croissance à tout prix, au profit d'une économie plus juste et durable.

Nombre d'organisations, d'expert-es et d'activistes qui ont été en première ligne des efforts pour se détacher du PIB font leur autocritique en convenant que l'absence de langage commun et d'entente à propos de la méthodologie a fait obstacle à tout progrès à grande échelle. Comme expliqué plus haut, le PIB plaît car il permet de se reposer sur un indicateur unique. La plupart des cadres multidimensionnels portant sur le bien-être obligent à utiliser trop d'indicateurs, au lieu d'un ensemble plus restreint d'indicateurs clés. Il est donc difficile de compter sur eux pour obtenir une vue d'ensemble claire.

Même si tous les efforts déployés pour se détacher du PIB sont des signes encourageants, ils ne parviennent pas à faire pencher la balance en leur faveur et omettent les perspectives féministes et décoloniales. En termes d'échelle, de qualité et d'ambition, ils ne sont pas à la hauteur pour constituer une alternative radicale viable.

Pourquoi le PIB est-il encore l'indicateur dominant ?

Pourquoi le PIB est-il encore l'indicateur dominant pour les politiques économiques ? Qu'est-ce qui empêche le progrès ?

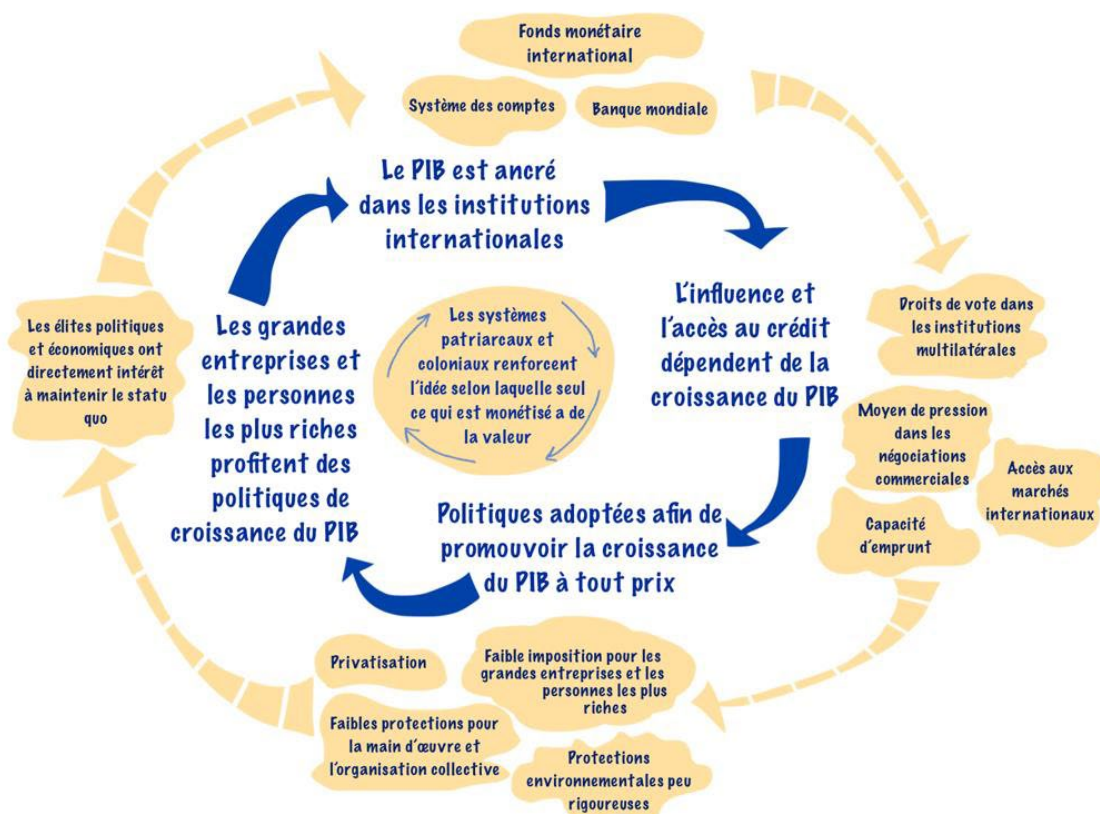


Illustration d'Alex Bush

VERS L'ÉLABORATION D'ALTERNATIVES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES

Remettre en question la position dominante du PIB implique de faire évoluer le prisme adopté par les programmes universitaires, le débat politique et les médias grand public, pour montrer que le PIB n'a pas que de bons côtés. Un consensus interdisciplinaire, intermouvements et interinstitutionnel est nécessaire pour donner forme à des alternatives radicales, ouvertes aux critiques féministes et décoloniales. Il serait par exemple intéressant d'identifier de possibles indicateurs de mesure de la prospérité sociale, assortis de jalons, intégrant les principes féministes et décoloniaux.

Pour que les alternatives reflètent les priorités et valeurs qui font défaut au PIB, il est nécessaire de s'engager dans un processus de refonte incluant réellement les femmes, les peuples autochtones et les personnes vulnérables. Ce travail doit être organisé par des organisations et institutions diverses du monde entier, donner une place prépondérante aux voix des pays du Sud et promouvoir la participation active du public dans les discussions, pour inscrire l'inclusion dans la totalité du cycle d'élaboration de politiques.

Les gouvernements et les institutions ont l'opportunité d'investir dans la mise à l'essai et l'adaptation de l'échelle de diverses alternatives, en collaborant avec les villes, les régions et les pays à l'élaboration de cadres novateurs et en renforçant les infrastructures statistiques, à partir de l'ensemble de plus en plus fourni de connaissances dont ils disposent. Entre autres, ils pourraient proposer des avantages politiques et financiers pour l'adoption d'alternatives, afin de motiver l'adaptation des politiques économiques, mais aussi travailler à exclure le PIB des ensembles d'indicateurs de développement durable (comme les ODD) et créer un organisme intergouvernemental dont l'objectif serait de rassembler les connaissances et de faire converger les méthodologies et la terminologie.

GLOSSAIRE

TERME	DÉFINITION	RÉFÉRENCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES
<i>Décoloniale</i>	Élément qui rompt avec les structures de domination et les discours coloniaux et néocoloniaux pour mettre fin aux héritages raciaux, géopolitiques et de genre qui étayent les inégalités et la domination.	S. Tamale (2020), <i>Decolonization and Afro-Feminism</i> . Daraja Press. Québec : Daraja Press. W.D. Mignolo (2011), <i>The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options</i> . Londres : Duke University Press.
<i>Décolonisation</i>	Acte d'accèsion à l'indépendance face au colonialisme, historique et moderne, et de réparation des torts causés. S'inscrit dans un processus continu visant à transférer le pouvoir décolonial dans les mains des personnes noires, des peuples autochtones et des personnes racisées, qui souhaitent gérer de manière indépendante leurs structures politiques et économiques, mais aussi leurs cultures, leurs sociétés, leur éducation, leurs langues et leurs voix.	S. Tamale (2020), <i>Decolonization and Afro-Feminism</i> . Daraja Press. Québec : Daraja Press. Oxfam (2023), <i>Inclusive Language Guide</i> . Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/ D. Omanga (2020), <i>Decolonization, Decoloniality, and the Future of African Studies: A Conversation with Dr. Sabelo Ndlovu-Gatsheni</i> . Social Science Research Council. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page https://items.ssrc.org/from-our-programs/decolonization-decoloniality-and-the-future-of-african-studies-a-conversation-with-dr-sabelo-ndlovu-gatsheni/
<i>Féminisme</i>	Mouvement de lutte contre le sexisme, l'exploitation et l'oppression sexistes. Partant du constat que les femmes et les personnes de genres marginalisés font face à des inégalités et des oppressions structurelles découlant des normes, stéréotypes et dynamiques de pouvoir à l'œuvre dans notre société, le féminisme a pour objectif l'égalité sociale, politique et économique des personnes de tous genres. Chez Oxfam, notre vision du féminisme repose sur 11 principes ²⁰ : 1. Je partage le pouvoir 2. Je prête attention à mon comportement 3. Je soutiens le mouvement féministe 4. Rien sur nous sans nous 5. Le féminisme s'adresse à tou-te-s 6. Il ne peut y avoir de justice sans justice entre les genres 7. Je m'exprime en faveur de la diversité 8. La sécurité est une priorité	b. hooks (1984). <i>De la marge au centre : Théorie féministe</i> New York : Routledge. Oxfam (2020), <i>Feminist Principles</i> . Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/

	<p>9. Je souhaité établir un environnement solidaire</p> <p>10. Je crois en la liberté d'expression</p> <p>11. Je souhaite éliminer les violences basées sur le genre</p>	
<i>Intersectionnalité</i>	<p>Théorie basée sur le travail de Kimberlé Crenshaw, qui a mis en évidence les diverses oppressions entrecroisées auxquelles étaient spécifiquement confrontées les femmes noires aux États-Unis. Cette théorie attire l'attention sur le fait qu'une personne peut faire face à des oppressions multiples et entrecroisées, en fonction de sa race, de sa classe sociale, de son genre, de son orientation sexuelle, de son ethnicité, de sa nationalité, de son handicap et de son âge (entre autres marqueurs sociaux) et que ces oppressions, loin de se manifester individuellement ou en vase clos, se renforcent mutuellement pour créer des inégalités sociales complexes.</p>	<p>P. Hill Collins (2015), « Intersectionality's Definitional Dilemmas ». <i>Annual Review of Sociology</i>, 41, 1–20. https://doi.org/10.1146/annurev-soc-073014-112142</p> <p>K. Crenshaw (1991), « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color ». <i>Stanford Law Review</i>, 43(6), 1241–99. https://doi.org/10.2307/1229039</p>
<i>Néocolonialisme</i>	<p>Modèle selon lequel, malgré la fin des relations coloniales formelles, les systèmes économiques et politiques des pays qui ont été colonisés continuent à être dirigés, façonnés et influencés par les relations de pouvoir inéquitables avec les anciens pays colonisateurs. Ce terme fait référence aux mécanismes employés par les institutions multilatérales et les sociétés transnationales pour pérenniser les dynamiques coloniales d'exploitation et d'extraction dans les pays anciennement colonisés.</p>	<p>K. Nkrumah (1965), <i>Le néo-colonialisme : Dernier stade de l'impérialisme</i>. Londres : Thomas Nelson and Sons.</p> <p>S. Halperin (12 avril 2023), <i>Neocolonialism</i>. Britannica. Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page https://www.britannica.com/topic/neocolonialism</p>
<i>Néolibéralisme</i>	<p>Modèle économique dominant depuis les années 1980, basé sur l'individualisme et l'essor des « marchés libres ». Selon ce modèle, l'État a pour vocation de préserver les institutions qui protègent ces pratiques. Cette approche a engendré une progression des droits, de la mobilité et des libertés pour les entreprises, associée à un recul de l'action collective, de la régulation publique et de l'intervention des États dans l'économie.</p>	<p>D. Harvey (2007), <i>A Brief History of Neoliberalism</i>. New York : Oxford University Press.</p> <p>E. Berkhout, N. Galasso, M. Lawson, P.A. Rivero Morales, A. Taneja et D.A. Vázquez Pimentel (2021), <i>Le virus des inégalités : Réunifier un monde déchiré par le coronavirus grâce à une économie équitable, durable et juste</i>. Oxfam. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-through-621149/</p>

<i>Patriarcat</i>	Système reposant sur le privilège masculin et la domination masculine, valorisant les masculinités qui perpétuent les relations de pouvoir sexistes et hiérarchiques. Les systèmes patriarcaux légitiment la discrimination à l'encontre des femmes et des personnes de genre non conforme, ainsi que leur exclusion, au moyen de normes sociales, de politiques et d'institutions hostiles.	M. French (1985), <i>Beyond Power: On Women, Men and Morals</i> . New York : Summit Books.
<i>Prospérité sociale</i>	Concept étendant notre vision de la prospérité au-delà de la dimension purement économique, pour y intégrer le bien-être, la santé, la solidarité, la cohésion sociale et la capacité d'action.	K. Lima de Miranda et D.K. Snower (2020), <i>Recoupling Economic and Social Prosperity</i> . Blavatnik School of Government. Document de travail. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page https://www.bsg.ox.ac.uk/research/publications/recoupling-economic-and-social-prosperity K. Chika Urama et E. Nti Acheampong (2013), « Social Innovation Creates Prosperous Societies ». <i>Stanford Social Innovation Review</i> . Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page https://ssir.org/articles/entry/social_innovation_creates_prosperous_societies

NOTES

¹ Voir [Glossaire](#)

² Voir [Glossaire](#)

³ Voir [Glossaire](#)

⁴ Women's Budget Group (2020), *Creating a Caring Economy: A Call to Action*. Dernière consultation le 3 juillet 2023, sur la page <https://wbq.org.uk/wp-content/uploads/2020/10/WBG-Report-v10.pdf>

⁵ L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2022), *World Inequality Report*. World Inequality Lab. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2023/03/D_FINAL_WIL_RIM_RAPPORT_2303.pdf

⁶ Université d'Utrecht (26 avril 2022), *Planetary Boundaries Update: Freshwater at Stake*. Dernière consultation le 16 mars 2023, sur la page <https://www.uu.nl/en/news/planetary-boundaries-update-freshwater-at-stake>

⁷ T. Gore (2021), *Les inégalités des émissions en 2030 : L'empreinte carbone par habitant et l'objectif de 1,5°C*. Institut pour une politique européenne de l'environnement, Oxfam. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621305/bn-carbon-inequality-2030-051121-fr.pdf?sequence=4>

⁸ Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (2008), *Système de comptabilité nationale 2008*. Dernière consultation le 7 juin 2023, sur la page <https://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/docs/SNA2008FR.pdf>

⁹ OIT (2013), « Mesure de l'économie informelle » dans *Économie informelle et travail décent : Guide de ressources sur les politiques, soutenir les transitions vers la formalité*. Genève : Organisation internationale du Travail.

¹⁰ OIT (2018), *Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. Dernière consultation le 19 juin 2023, sur la page https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm

¹¹ Ibid.

¹² Ibid.

¹³ [Note méthodologique](#) (stat. 1)

¹⁴ M.B. Mansour (20 novembre 2020), *\$427bn lost to tax havens every year: landmark study reveals countries' losses and worst offenders*. Tax Justice Network. Dernière consultation le 24 mars 2023, sur la page <https://taxjustice.net/2020/11/20/427bn-lost-to-tax-havens-every-year-landmark-study-reveals-countries-losses-and-worst-offenders/>

¹⁵ Voir [Glossaire](#)

¹⁶ Voir [Glossaire](#)

¹⁷ Voir [Glossaire](#)

¹⁸ K.S. Amanor (2005), « Night Harvesters, Forest Hoods and Saboteurs: Struggles over land and expropriation in Ghana », dans S. Moyo et P. Yero (eds.). *Reclaiming the Land: The resurgence of rural movements in Africa, Asia and Latin America* (p. 102–117). Londres : Zed Books.

¹⁹ M. Lugones (2020), « Toward a Decolonial Feminism ». *Hypatia*, 25(4), 742–59.

²⁰ Oxfam (2020), *Feminist Principles*. Dernière consultation le 8 juin 2023, sur la page <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-principles-621064/>

Les documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions relatives aux politiques de développement et humanitaire. Ces documents sont des travaux en cours. Ils ne constituent pas nécessairement des versions finales et ne reflètent pas forcément les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles des auteur-es et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos commentaires à propos de ce document, contactez aparvez1@oxfam.org.uk

© Oxfam International 2023

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins pédagogiques, de plaidoyer, de campagne et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policvandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en août 2023. DOI : 10.21201/2023.621532

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
KEDV (www.kedv.org.tr)